

Étymologiquement, le terme économie est issu d'une double racine grecque. « *Oikos* » signifie la maison, le domaine, et « *nomos* », la loi, la règle. L'« économique » désigne donc, en première acception, la façon dont on ordonne, dont on organise la vie domestique, impliquant toujours une définition et une répartition des tâches à accomplir par chacun des membres d'un groupe d'individus interdépendants, puis un partage des fruits du labeur collectif.

L'économie, en tant que discipline scientifique, ne trahit donc qu'en partie cette étymologie, dans la mesure où elle se propose d'étudier la manière dont une *société* organise la production et le partage d'un ensemble de richesses répondant à des besoins (« primaires » s'ils sont vitaux, « secondaires » sinon). Le travail comme activité sociale se trouve par conséquent au cœur de la question économique : aux plans de son contenu et de sa dimension plus ou moins contraignante (liés notamment aux ressources naturelles disponibles et aux savoirs techniques), de sa répartition (tributaire des facultés innées et/ou acquises de chacun, des rapports de pouvoir institués), des droits que sa réalisation confère à chacun (celui qui travaille peut ne disposer qu'indirectement et partiellement du produit de son labeur), etc.

Ainsi, l'économiste, sans l'exclure, ne restreint pas ses analyses à la seule sphère domestique. Au moment où sont rédigés les premiers traités contemporains qui fonderont cette discipline, entre le ^{xvi}e et le ^{xviii}e siècles, l'appellation qui s'impose est celle d'*économie politique*, témoignant d'une part de l'échelle d'analyse jugée pertinente (la cité et non la maison), d'autre part d'une inscription dans le corpus de savoirs plus large que constituent les sciences politiques, devenues sciences sociales, et qui donnera aussi naissance à la sociologie ou à l'anthropologie.

Ce chapitre introductif espère donner les premières clés permettant de comprendre la constitution des sciences économiques, mais n'a pas vocation à une présentation exhaustive des courants et des auteurs majeurs de la discipline. Nous proposons donc dans un premier temps de remonter aux sources de l'économie politique, de l'Antiquité à la Renaissance. Nous verrons ensuite comment l'économie politique des « pères fondateurs » s'affirme pour devenir « science économique », communément appelée économie. Enfin, constatant la diversité des écoles de pensée et des conclusions, positives et normatives, auxquelles elles parviennent, nous reviendrons sur les critères de légitimation scientifique en économie qui ne vont pas sans poser d'épineuses, parfois insolubles, difficultés.

I. Les racines de l'économie politique

a. Économie et philosophie

En interrogeant les critères de définition d'une société juste et efficacement organisée, mais aussi le rôle de la monnaie ou de la division du travail, les philosophes de l'Antiquité grecque sont en général considérés comme les précurseurs de la science économique.

Ce terme apparaît pour la première fois au IV^e siècle av. J.-C. dans *L'Économique* de Xénophon, qui fait dialoguer Socrate et Ischomaque à propos des moyens de bien gérer un domaine agricole. Comme souvent à cette époque, la répartition des tâches jugée efficace octroie le pouvoir politique aux hommes, le travail domestique aux femmes, le labeur agricole aux esclaves, et les principes d'administration du domaine sont considérés comme pouvant être étendus au niveau de la cité.

Platon, lui aussi élève de Socrate, inscrit dans *La République* ses préceptes économiques à l'intérieur d'un projet plus vaste, aboutissant à la constitution d'une cité idéale. Il préconise à son tour une division du travail en fonction des « talents » de chacun : les philosophes auront pour rôle de juger et de légiférer, les gardiens devront contrôler le respect des lois, les travailleurs enfin se consacreront aux tâches de production des biens matériels. C'est d'ailleurs de l'impossibilité pour les individus de pouvoir posséder et mettre en œuvre tous les talents que procède la nécessité et la prédominance d'une organisation politique fondée sur la division du travail et le partage des richesses (« La cité se forme parce que chacun d'entre nous se trouve dans la situation de ne pas se suffire à lui-même, mais au contraire de manquer de beaucoup de choses¹ »), à quoi Platon ajoute, préfigurant notamment les analyses ultérieures d'Adam Smith, une vertu qu'on dirait aujourd'hui d'efficacité économique : « Le résultat est que des biens seront produits en plus grande quantité, qu'ils seront de meilleure qualité et produits plus facilement, si chacun ne s'occupe que d'une chose selon ses dispositions naturelles et au moment opportun, et qu'il lui soit loisible de ne pas s'occuper des travaux des autres ». Concernant le partage des biens et des terres, Platon estime qu'il doit revenir entièrement au pouvoir politique, à la loi, et non aux arrangements et échanges privés, afin notamment de réfréner le goût du lucre et de la domination, au point que certains historiens en ont fait un précurseur

1. Platon, *La République*, Flammarion, 2004.

du socialisme. Pour notre objet, nous dirons que le modèle platonicien illustre clairement le fait que l'économique au sens matériel du terme est, dès l'Antiquité, subordonné à la question plus large du politique qui a pour mission l'organisation d'une cité juste.

Le troisième philosophe de l'Antiquité le plus couramment cité pour sa réflexion économique est Aristote, en particulier dans *L'Éthique à Nicomaque*. Une fois encore, on n'a pas tant à faire à une étude empirique du système de production et de répartition des richesses qu'à l'élaboration de critères de justice économique. À la différence de Platon, qui postule la capacité des législateurs à fixer le niveau du juste partage des richesses (justice dite distributive, chacun recevant une part à proportion de son « mérite »), Aristote considère que la justice est commutative et se joue d'abord dans des échanges bilatéraux exécutés selon un double principe de réciprocité et d'équivalence des produits échangés. Les biens échangés, supposés commensurables, doivent être de même valeur, et l'on comprend alors pourquoi Aristote est tenu pour le premier véritable penseur de la nature et des fonctions de la monnaie : cette dernière facilite les échanges autres que domestiques donc l'émergence de la cité, permet la mesure des biens échangés, préalable à toute notion de justice fondée sur l'égalité du « besoin que nous avons les uns des autres ». « Ainsi, écrit-il, la monnaie est une sorte d'intermédiaire qui sert à apprécier toutes choses en les ramenant à une commune mesure. Car s'il n'y avait pas d'échanges, il ne saurait y avoir de vie sociale ; il n'y aurait pas davantage d'échange sans égalité, ni d'égalité sans commune mesure¹ ». *L'économique* (ou « économie naturelle ») devient l'art politique de bien administrer les produits du travail et de la nature en instaurant entre les individus des échanges équivalents de besoins et en usant de la monnaie comme d'un simple moyen (de mesure, de transaction, d'épargne en cas de surplus), alors que la *chrématistique*, symbolisée par l'usure et que le philosophe condamne sans détour, désigne l'art de s'enrichir sans cesse et sans autre fin que l'accumulation des richesses en usant de l'argent (ou du pouvoir qu'il confère) comme d'une fin en soi.

Ce rapide aperçu montre combien dans la pensée grecque, la réflexion économique, si elle s'appuie sur l'observation des institutions sociales et les premiers travaux d'historiens, est avant tout normative, en deux sens distincts : on cherche d'une part les moyens de produire plus efficacement (c'est l'idée récurrente de division du travail en fonction des talents), d'autre part à répartir équitablement les produits. Ce caractère normatif, on le verra, est intrinsèque aux sciences sociales en général.

1. Aristote, *Éthique à Nicomaque*, Flammarion, 1997.

b. Économie et religion

On trouve également dans les textes religieux (la Bible en particulier), mais aussi dans les travaux de théologiens chrétiens (comme la *Somme théologique* de Thomas d'Aquin au XIII^e siècle) ou de philosophes musulmans (au premier rang desquels Ibn Khaldoun (1332-1406) et El Makrizi (1364-1442)), des réflexions qui elles aussi préfigurent et alimentent savoirs et controverses économiques.

En allant à l'essentiel, on pourrait dire que le judéo-christianisme se caractérise avant tout par la condamnation morale de l'appât du gain, de l'argent et des activités liées au commerce et à la spéculation, éléments que l'on a déjà trouvés dans la philosophie grecque. « Il est plus facile pour un chameau de passer par le chas d'une aiguille que pour un riche d'entrer au royaume des cieux », écrit l'évangéliste Matthieu. Thomas d'Aquin, quant à lui, fera la synthèse du dogme chrétien et de la pensée aristotélicienne : acceptation de la propriété privée, doctrine du juste prix neutralisant les désirs des acheteurs et des vendeurs, réprobation de l'usure.

C'est aussi du côté de la philosophie musulmane, elle aussi légataire de la pensée grecque, que l'on trouve les prémices de l'économie politique. Ibn Khaldun a écrit une théorie économique et politique dans *Prolegomena* montrant par exemple comment la densité de la population, liée à la division du travail, conduit à la prospérité économique. Cette dernière contribue ensuite à accroître la population, formant ainsi un cercle vertueux. Mais il faut attendre la Renaissance et la naissance des sciences politiques pour que la pensée économique fasse l'objet d'une littérature de plus en plus abondante.

II. Économie politique, science économique

C'est entre le XVI^e et le XVIII^e siècles que les historiens de la pensée économique situent en général la naissance de l'économie politique, et au XIX^e siècle que cette dernière prétendrait s'affranchir de la morale et de la politique pour gagner le statut de science positive. Si l'économie politique devient officiellement science économique (ou économie) à la fin du XIX^e siècle, cela traduit surtout et *a minima* l'institutionnalisation universitaire d'une science politique qui acquiert peu à peu son autonomie et qui, par le développement de la formalisation mathématique chez certains théoriciens, parviendra à susciter une indéniable fascina-

tion. En réalité, et jusqu'à aujourd'hui, l'histoire de l'économie est pour le moins mouvementée, animée de confrontations récurrentes entre orthodoxies et hétérodoxies provisoires, au milieu d'un foisonnement de méthodes et d'approches théoriques. Ne serait-ce que parce qu'elle demeure un champ de batailles épistémologiques et idéologiques, l'économie est bel et bien politique¹.

a. La présentation évolutionniste

L'histoire des idées économiques tend parfois à appréhender ces dernières comme si elles étaient mues par des progrès successifs quant à la compréhension du fonctionnement et des conditions d'efficacité d'une économie de marché qui s'imposerait « naturellement » à toutes les sociétés. On ne saurait dans cette perspective parler de *science* avant le XVIII^e siècle. L'Antiquité comme le Moyen Âge ne seraient pas vraiment dignes d'intérêt, en dépit notamment des analyses aristotéliennes de l'échange marchand. Un tel déni peut être interprété comme servant la cause évolutionniste plus ou moins consciemment défendue par certains historiens.

L'époque allant du XV^e au XVIII^e siècle, durant laquelle domine le « système mercantile », est alors qualifiée de pré-scientifique. Précisons pourquoi. Si les auteurs mercantilistes (Boisguilbert, Montchrestien, Petty, etc.) n'élaborent pas de doctrine réellement homogène, leur projet politique et scientifique est clair : déceler les moyens de développer la puissance économique de l'État en vue de l'enrichissement de la nation. Or voici leurs principales conclusions : l'État doit mettre en œuvre des politiques publiques de constitution d'un marché intérieur qui lui permettront d'accroître ses ressources fiscales, organiser une politique industrielle tournée vers la production de biens de qualité destinés à l'exportation, décourager dans le même temps les importations de produits finis à forte valeur ajoutée (protectionnisme), favoriser la venue de savants étrangers et l'espionnage industriel pour stimuler l'innovation. En somme, on part d'une conception belliciste du monde politique et économique où ce qui est gagné par les uns est perdu par les autres. La pensée mercantiliste cherche donc à démontrer que l'État, et non les agents privés, est positivement le mieux à même de gagner cette puissance ; ceci pour conclure, en tant que conseiller du Prince (on pense à Colbert en France), qu'il faut

1. Cette partie est, quant à sa problématique, largement redevable au Hors-Série d'*Alternatives économiques* consacré à l'histoire de la pensée économique (n° 73, 2007), en particulier à la contribution de Gilles Dostaler.

en développer les moyens d'action. Rien d'absurde, ni de très surprenant. On est alors tenté d'imputer au privilège relatif qu'accorde l'histoire « évolutionniste » à l'économie d'obédience libérale le fait que l'interventionnisme public prôné par le mercantilisme, bien qu'issu de raisonnements pertinents en partie appuyés sur l'expérience, soit souvent dénigré, qualifié de pré-scientifique¹. Trop ostensiblement au service du Prince, les penseurs mercantilistes seraient incapables de laisser le politique de côté et d'élaborer un savoir exempt de toute idéologie.

C'est donc non sans une certaine satisfaction que cette « histoire officielle » voit arriver le siècle des Lumières, qui enfin fera éclater au grand jour les vertus « universelles » du libéralisme économique. Pourtant, une fois encore, l'histoire que l'on relate apparaît partielle et partielle. Sont le plus souvent mis en avant le courant physiocratique, avec le docteur Quesnay comme chef de file, partisan du laisser-faire économique (puisqu'existerait un « ordre naturel », comme l'indique l'étymologie de l'étiquette qu'ils s'attribuent) et de la Monarchie absolue ; puis celui que beaucoup considèrent aujourd'hui comme le père-fondateur de la science économique moderne, Adam Smith, dont on fera parfois et à tort, après la publication de son *Essai sur les causes et la nature de la richesse des nations* en 1776, l'apôtre d'un libéralisme économique sans concessions vis-à-vis des nuisances que causerait l'intervention de l'État dans l'administration des richesses.

Sur cette base, l'économie aurait enfin pu, lors du siècle suivant, peu à peu acquérir ses lettres de noblesse scientifique. Cela se fera sous la plume des héritiers supposés légitimes du philosophe-économiste écossais, « classiques » d'abord (J.-B. Say et D. Ricardo), « marginalistes » (S. Jevons, C. Menger, L. Walras²) ensuite : la formalisation mathématique en économie connaît alors un essor sans précédent, en même temps que se développent appareillages, indicateurs et données statistiques. Lorsque le xx^e siècle voit le jour, il semble que l'on soit entré dans une nouvelle ère : celle de la science économique « dure », capable de progresser sur le modèle des sciences de la nature, qui devient une discipline universitaire à part entière.

-
1. J.M. Keynes reconnaîtra sans ambages dans la *Théorie générale* (1936) sa dette intellectuelle envers ce courant de pensée.
 2. On retient d'abord de Walras sa formulation de l'équilibre général des marchés dans le cadre de ce qu'il appelait l'« économie politique pure », considérant son œuvre comme celle d'un libéral. Ses travaux d'« économie sociale » montrent pourtant qu'il était un « libéral socialiste » (M. Allais), favorable à la collectivisation de la propriété (mais non de l'exploitation) des ressources naturelles.

Cette « histoire officielle » de la pensée économique, dont on a il est vrai forcé le trait dans ce qu'elle a de simpliste et d'insatisfaisant, ne saurait plus longtemps dissimuler les véritables ressorts d'une discipline qui n'a jamais évolué dans le sens d'une grande théorie unifiée.

b. Foisonnement théorique et lutte pour l'orthodoxie

De fait, l'essor de la pensée économique à partir du ^{xix}e siècle a donné lieu à une multiplicité d'approches et de théories souvent contradictoires, parfois complémentaires. Les nuances, désaccords et autres ruptures concernent les méthodes utilisées (plus ou moins abstraites et fondées sur l'expérience historique), les conditions d'efficacité de l'allocation marchande des ressources ou de l'intervention publique, la façon dont les prix sont déterminés, le caractère plus ou moins « neutre » de la monnaie, les vertus du libre-échange entre les nations, la légitimité des profits et des rentes, etc. Et, dans ce champ de batailles, l'historien cherchant à classer un auteur dans une équipe, une école, est presque certain de devoir l'amputer de quelque membre gênant.

Les manuels trouvent commode, et nous ne nous priverons pas d'en faire autant, de constituer *a posteriori* de grandes écoles de pensée. On dit des prédécesseurs de Marx (en incluant parfois ce dernier) qu'ils constituent l'économie politique « classique », regroupant sous ce vocable des auteurs aussi divers que A. Smith, J.-B. Say, D. Ricardo, T.R. Malthus, ou N. Senior. Si ces auteurs ne s'opposent pas en tous points, tous n'adoptent pas la même méthode, ni la même théorie des prix et de la valeur. Peut-être pourrait-on dire qu'un certain libéralisme fondé sur le postulat de l'autorégulation par le marché les rapproche, encore qu'ici aussi il faudrait apporter des nuances. Contrairement à J.-B. Say, Adam Smith par exemple considérerait que le rôle de l'État ne devait pas se limiter à sa dimension dite régaliennne (justice, sécurité intérieure, défense), mais s'étendre à la production d'infrastructures collectives ou d'une éducation de base universelle, que le marché ne saurait prendre en charge efficacement.

On pourrait tenir un propos semblable pour le courant « néoclassique » qui naît dans les dernières décennies du ^{xix}e siècle avec les « marginalistes », ainsi nommés parce qu'ils imaginent un être fictif, *homo œconomicus*, qui chercherait en toutes circonstances à maximiser par le calcul sa satisfaction personnelle, ce qui se traduit mathématiquement par une

égalité des rapports entre utilité *marginale* et prix des biens¹. Mais ce courant, qui a tendance à dominer la discipline depuis les années 1970, n'est pas homogène. Dès le départ, des désaccords apparaissent quant au bon degré d'utilisation des mathématiques. L. Walras y est favorable, C. Menger puis le courant ultra-libéral autrichien (L. von Mises, F. Hayek) s'y opposent clairement, alors que l'école de Cambridge, dirigée par A. Marshall, essaiera de trouver un compromis entre les deux postures méthodologiques. Les exemples pourraient être multipliés. Nous retiendrons l'idée d'une hétérogénéité qui, pour être goûtée, exige d'aller lire plus précisément les textes.

Si donc le classement par « écoles » (mêmes méthodes, mêmes analyses, mêmes conclusions) semble un exercice utile mais périlleux pour entrer en matière, une sociologie de la connaissance économique fondée sur l'hypothèse d'une lutte incessante entre « orthodoxie » (doctrine dominante à un moment donné, considérée comme « vraie » et bienséante) et « hétérodoxie » (auteurs minoritaires contestant le courant dominant) est peut-être plus pertinente. Elle permet de mieux comprendre une dynamique des idées obéissant d'une certaine façon à un mouvement dialectique, et la complexité de penseurs qui s'avèrent orthodoxes sur certains points, « déviants » sur d'autres.

Par exemple, au tournant du XIX^e siècle, les physiocrates puis les « classiques », défendant les bienfaits du libéralisme économique, prennent le pas sur un courant mercantiliste devenu minoritaire. Mais le mercantilisme, qui fut dominant un siècle plus tôt, prônant l'interventionnisme étatique, plie sans rompre *via* des continuateurs généralement moins connus et moins cités, comme A. Hamilton aux États-Unis, puis F. List en Allemagne. Ce dernier, en 1841, montre que le libre-échange ne profite qu'aux pays déjà dominants et qu'il convient pour les nations moins avancées de mettre en place des politiques de « protection des industries dans l'enfance ». Et c'est à partir des années 1930, sous la férule de J.M. Keynes et G. Myrdal notamment, que ce courant interventionniste engendra des avatars tenant le haut du pavé politique et universitaire durant les Trente Glorieuses, reléguant momentanément les ultra-libéraux dans les affres de l'hétérodoxie. Le combat, comme c'est souvent le cas, se situe ici à la fois sur le plan scientifique (quels sont le degré et les formes d'intervention permettant l'efficacité de l'action publique ?) et

1. Ce dernier énoncé paraîtra abscons et/ou poétique à qui n'a jamais pratiqué cette approche de l'économie. Nous renvoyons le lecteur à la bibliographie et au chapitre 3 s'il veut éclairer sa lanterne.